
Principales tendances des statistiques internationales BRI¹

En collaboration avec des banques centrales et autorités monétaires du monde entier, la BRI compile et diffuse plusieurs séries de statistiques sur l'activité financière internationale. Le présent chapitre s'appuie sur les dernières données disponibles : premier trimestre 2012 pour le marché bancaire international ; et deuxième trimestre 2012 pour les titres de dette internationaux (traités dans l'encadré en fin de chapitre).

Au premier trimestre 2012, les créances transfrontières des banques déclarantes BRI ont légèrement progressé, après s'être fortement contractées au trimestre précédent. Toutefois, l'activité de prêt transfrontière est demeurée bien inférieure à ses niveaux en 2008, avant l'intensification de la crise financière internationale. Cette progression s'explique essentiellement par une augmentation des concours au secteur non bancaire, qui a collecté le montant le plus important depuis le début 2011. L'interbancaire, pour sa part, s'est stabilisé, après une forte contraction au trimestre précédent. Les prêts aux banques de la zone euro ont enregistré leur hausse la plus marquée depuis 4 ans, même si la situation était très contrastée selon les pays.

Les prêts transfrontières aux résidents des économies développées se sont un peu accrus (\$50 milliards, 0,2 %). Les créances sur la zone euro et le Japon ont progressé de \$104 milliards (1,2 %) et \$84 milliards (9,3 %), respectivement, mais cette progression s'explique en quasi-totalité par l'augmentation de l'activité interbancaire. Inversement, les créances sur les résidents des États-Unis et de la Suisse se sont contractées de \$101 milliards (1,9 %) et \$51 milliards (7,8 %), respectivement. Là encore, ce recul était largement dû à l'interbancaire.

Les créances transfrontières des banques déclarantes BRI sur les emprunteurs des économies émergentes ont augmenté dans la plupart des régions. L'augmentation d'ensemble (\$86 milliards, 2,8 %) s'est répartie à peu près également entre secteur bancaire (\$41 milliards, 2,5 %) et non bancaire (\$45 milliards, 3,1 %). Elle s'explique essentiellement par l'augmentation des prêts à l'Asie-Pacifique en général et à la Chine en particulier. L'Amérique

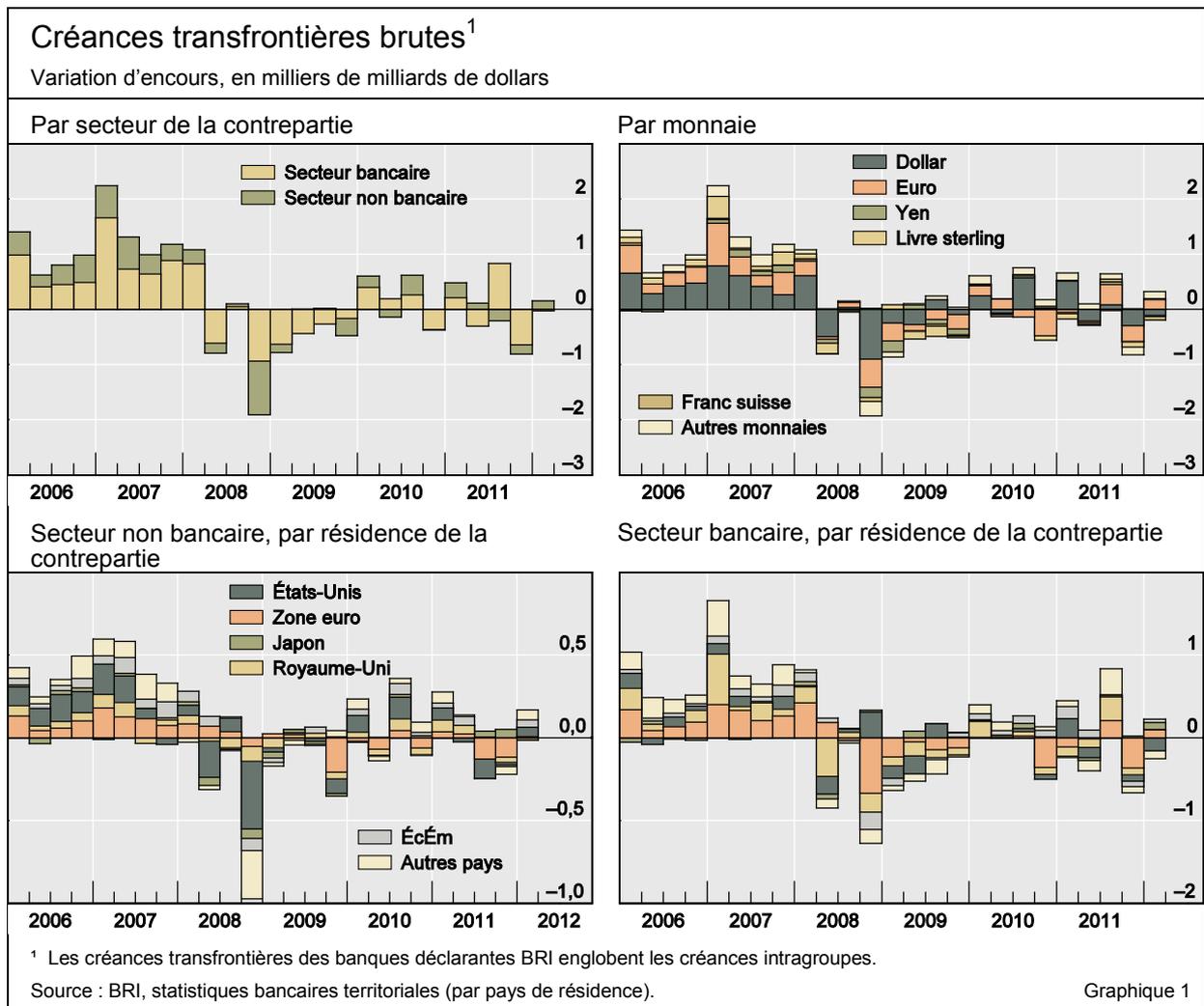
¹ Le texte du présent chapitre a été établi, pour la partie sur les statistiques bancaires, par Adrian van Rixtel (adrian.vanrixtel@bis.org) et, pour celle sur les titres de dette internationaux, par Masazumi Hattori (masazumi.hattori@bis.org). Stephan Binder, Pablo García-Luna, Branimir Gruić, Carlos Mallo et Denis Pêtre ont apporté leur soutien pour le travail statistique.

latine–Caraïbes et l’Afrique–Moyen-Orient ont connu une moindre progression. Seules les créances transfrontières à l’Europe émergente ont continué de diminuer.

Le marché bancaire international au premier trimestre 2012²

Les créances transfrontières agrégées des banques déclarantes BRI ont augmenté au premier trimestre 2012, après une forte contraction au trimestre précédent. Toutefois, dans une perspective plus large, l’activité de prêt transfrontière reste modeste, d’un niveau comparable à celui observé ces dernières années. Avant cela, les prêts transfrontières avaient connu une phase de vive expansion entre 2004 et 2007 puis une sévère contraction entre 2008 et 2009.

Augmentation des créances transfrontières agrégées



² L’analyse exposée dans la présente section s’appuie sur les statistiques bancaires territoriales de la BRI par résidence, dans lesquelles créanciers et débiteurs sont classés en fonction de leur pays de résidence (comme dans les statistiques de la balance des paiements), et non de leur pays d’origine (nationalité). Les flux de créances transfrontières cités ici sont tous corrigés des variations de change et des ruptures de série.

L'augmentation d'ensemble (\$126 milliards, 0,4 %) reflète une hausse des créances sur le secteur non bancaire (\$154 milliards, 1,4 % ; graphique 1, cadre supérieur gauche), tandis que l'interbancaire a reculé (-\$28 milliards, -0,1 %).

Les créances libellées en euro ont progressé de \$175 milliards (1,7 %), alors que celles en dollar ont diminué de \$111 milliards (-0,9 % ; graphique 1, cadre supérieur droit). En termes relatifs, c'est le compartiment du franc suisse qui s'est le plus contracté (-\$64 milliards, -13 %).

Hausse des créances sur le secteur non bancaire³

La hausse des créances sur le secteur non bancaire s'est répartie à peu près également entre résidents des principales régions (graphique 1, cadre inférieur gauche). Elle s'est faite essentiellement au bénéfice des emprunteurs des places franches (\$60 milliards, 4,1 %), surtout ceux des Caraïbes, suivis par ceux des pays développés (\$46 milliards, 0,6 %), et en particulier des États-Unis (\$55 milliards, 2,2 %). Les prêts au secteur non bancaire de la zone euro ne se sont que modérément accrus (\$9 milliards, 0,3 %), une augmentation vis-à-vis du Luxembourg et de la France (\$39 milliards, 10,4 %, et \$30 milliards, 6,1 %, respectivement) ayant contrebalancé une baisse envers l'Allemagne et la Grèce (-\$32 milliards, -5,2 %, et -\$24 milliards, -33 %, respectivement). Les créances transfrontières sur le secteur non bancaire des économies émergentes ont vivement progressé (\$45 milliards, 3,1 %), tirées par les régions Asie-Pacifique et Amérique latine (dans les statistiques bancaires internationales BRI, cette dernière englobe les Caraïbes). La hausse enregistrée en Amérique latine était la plus importantes en termes absolus depuis que les statistiques bancaires BRI existent.

Stabilisation de l'activité de prêt transfrontière interbancaire

Les prêts transfrontières interbancaires se sont stabilisés au premier trimestre 2012, après une forte contraction au trimestre précédent.

L'évolution des marchés interbancaires durant la période peut se résumer de la façon suivante. Les banques internationales ont accru leurs prêts transfrontières aux établissements de la zone euro, après les avoir fortement ralentis au trimestre précédent. Plus précisément, les créances sur les banques sises dans le Nord de la zone ont augmenté, tandis que celles sur les établissements du Sud ont diminué. Les banques de la zone euro ont, elles aussi, étoffé leurs concours, selon un schéma de répartition similaire à l'intérieur de la région. Hors de la zone euro, les créances transfrontières sur les établissements au Japon ont progressé, tandis que celles sur leurs homologues aux États-Unis et en Suisse se contractaient.

Stabilisation des
prêts transfrontières
interbancaires

³ Dans les statistiques bancaires internationales BRI, le « secteur non bancaire » se définit comme toutes les entités (individus compris mais autorités monétaires officielles exclues) autres que celles définies comme des « banques ». Les administrations et entreprises publiques font partie du secteur non bancaire. Voir le glossaire des [Guidelines to the international locational banking statistics](#).

L'accroissement des prêts transfrontières interbancaires accordés à des établissements de la zone euro (\$95 milliards, 1,7 %) peut s'expliquer, en partie, par un retour de la confiance des marchés envers les banques de la région après les deux opérations de refinancement à plus long terme (LTRO) à 3 ans de la BCE, qui ont contribué à réamorcer les financements de gros. Simultanément, on a observé une grande divergence entre le Nord et le Sud de la zone. D'une part, les créances transfrontières sur les établissements en Allemagne ont bondi de \$271 milliards (26 %), ce qui représente la plus forte hausse trimestrielle enregistrée en plus de 20 ans. Les concours aux établissements des Pays-Bas, de Finlande, de Belgique et d'Autriche ont, eux aussi, augmenté, quoique dans une moindre mesure. D'autre part, les prêts transfrontières interbancaires aux établissements en Irlande, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce ont diminué.

Les prêts transfrontières interbancaires aux banques de la zone euro progressent.

Les prêts transfrontières interbancaires accordés par des établissements sis dans la zone euro ont progressé (\$35 milliards, 0,5 %), essentiellement du fait des banques aux Pays-Bas (\$32 milliards, 4,6 %) et en Espagne (\$32 milliards, 11 %). Ils sont allés principalement à des établissements au Royaume-Uni, qui ont collecté \$100 milliards (6,0 %).

Les prêts transfrontières interbancaires accordés par des établissements de la zone euro sont aussi en hausse.

L'activité de prêt interbancaire à l'intérieur de la zone euro faisait également apparaître une démarcation Nord-Sud : augmentation globale vis-à-vis des banques sises en Allemagne et dans les quatre autres pays du Nord de l'Europe (Pays-Bas, Finlande, Belgique et Autriche), et, inversement, recul des créances sur les établissements des quatre pays du Sud de l'Europe (Grèce, Italie, Portugal et Espagne) et d'Irlande.

La stabilisation des prêts transfrontières interbancaires s'est concentrée sur les *prêts et dépôts*⁴, en légère baisse (-\$40 milliards, -0,3 %), après une chute prononcée au trimestre précédent (-\$536 milliards, -3,3 %). Les achats, par les banques internationales, de *titres de dette* émis par d'autres établissements bancaires se sont accrus de \$18 milliards (1,0 %) – dont \$12 milliards émis par des banques de la zone euro – alors qu'ils avaient modérément baissé au 4^e trimestre 2011. Les établissements aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, en France et en Finlande ont été les emprunteurs les plus actifs. Par contre, leurs portefeuilles de titres de dette émis par des banques en Espagne, en Italie, en Irlande et au Portugal se sont contractés. La catégorie *autres actifs* s'est légèrement repliée (-\$5 milliards, -0,3 %).

⁴ Dans la ventilation par instrument des statistiques bancaires territoriales BRI par pays de résidence, les créances transfrontières des banques déclarantes sont réparties en trois catégories : *prêts et dépôts* ; *titres de dette* ; *autres actifs*. Cette dernière catégorie comprend les actions, les participations, les instruments dérivés, l'actif circulant fourni par les sièges aux agences à l'étranger et les autres actifs de bilan. De plus amples précisions figurent dans les recommandations concernant les statistiques bancaires internationales territoriales ([Guidelines to the international locational banking statistics](#)).

L'exposition des banques étrangères envers l'Europe du Sud et l'Irlande a continué de diminuer⁵

Les créances étrangères sur la périphérie de la zone euro poursuivent leur baisse.

Au premier trimestre 2012, les banques internationales ont continué de déclarer d'importantes baisses de leurs créances étrangères sur la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne (graphique 2) qui, en termes corrigés des effets de change, ont diminué de \$92 milliards (-4,7 %)⁶. Les créances étrangères sur les banques ont reculé de \$42 milliards (-11 %), et celles sur le secteur public de \$17 milliards (-5,4 %), contre -\$52 milliards et -\$62 milliards, respectivement, au trimestre précédent. L'exposition étrangère envers le secteur privé non bancaire s'est contractée de \$33 milliards (-2,6 %), bien plus, donc, qu'au trimestre précédent. Considérés globalement, ces chiffres laissent penser que les deux opérations de LTRO à 3 ans menées par la BCE, en 2011 et 2012, n'ont pas déclenché de nouveaux financements étrangers vers les pays susmentionnés.

La répartition sectorielle de la contraction des créances étrangères a beaucoup varié selon les pays. La baisse vis-à-vis de l'Espagne et de l'Irlande (-\$33 milliards, -5,6 %, et -\$11 milliards, -2,8 %, respectivement) a concerné essentiellement le secteur privé non bancaire (-\$18 milliards, -5,1 %, et -\$6,2 milliards, -1,9 %, respectivement). À l'inverse, dans le cas de l'Italie (-\$16 milliards, -2,3 %) et du Portugal (-\$12 milliards, -6,9 %), c'est surtout le secteur bancaire qui a été touché (-\$17 milliards, -16 %, et -5,6 milliards, -20 %, respectivement). La diminution des créances étrangères sur la Grèce (-\$20 milliards, -21 %) a été tirée par une nette réduction des expositions envers son secteur public (-\$16 milliards, -72 %), peut-être liée à la restructuration de la dette souveraine de ce pays conclue en mars 2012.

Seules les positions étrangères sur le secteur public italien progressent.

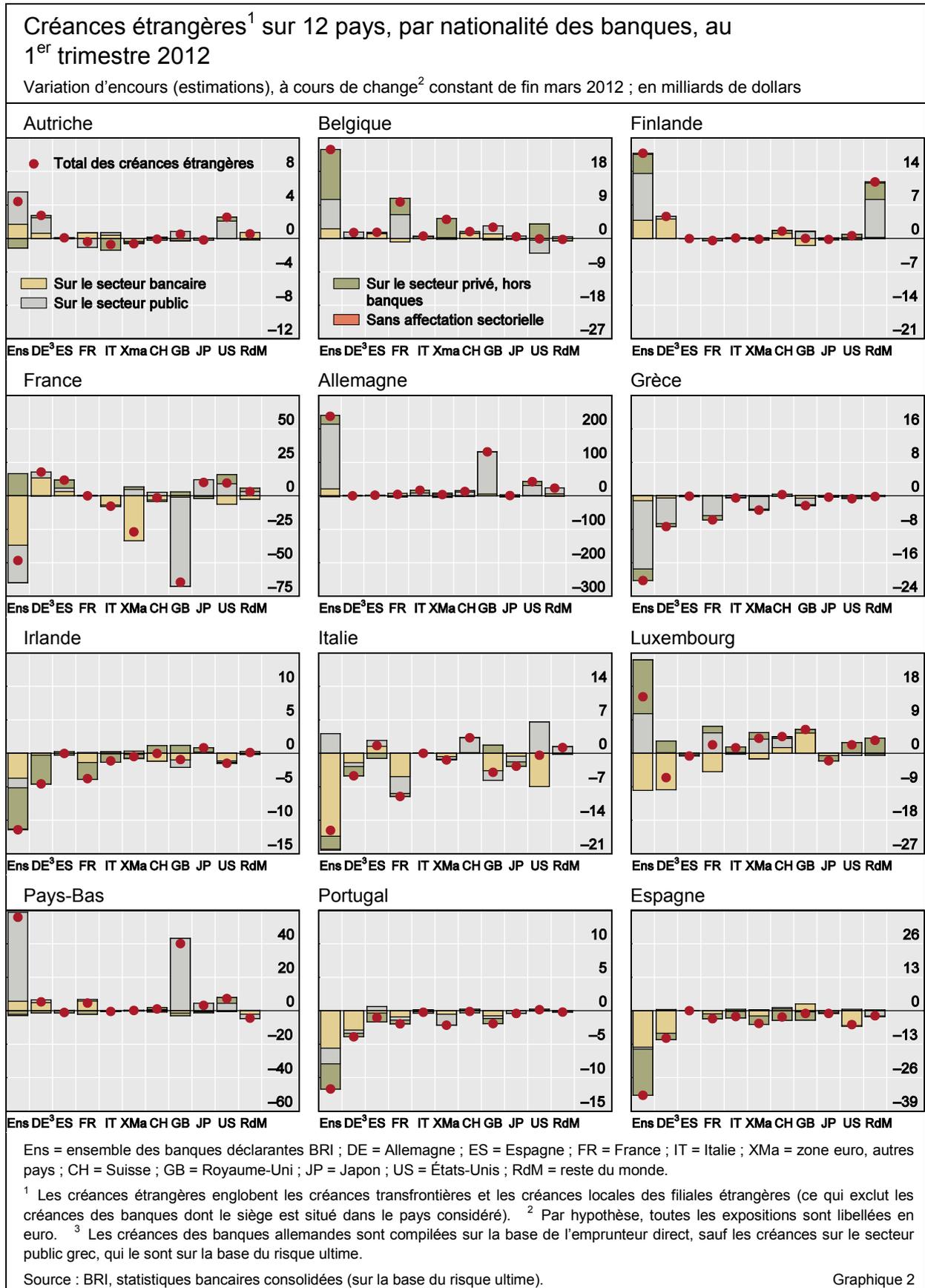
Seul le secteur public italien a connu une expansion des expositions étrangères au premier trimestre 2012 (\$4,1 milliards, 2,4 %), principalement due aux banques des États-Unis, de Suisse et d'Espagne ; les établissements en France, au Royaume-Uni et au Japon, en revanche, ont diminué leurs prêts.

Les banques de la zone euro sont responsables de la majeure partie de la diminution des créances étrangères sur la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne (-\$71 milliards, -5,1 % ; graphique 2). Les établissements allemands et français y ont largement contribué (-\$31 milliards, -7,4 %, et -\$24 milliards, -4,4 %, respectivement). En revanche, leurs homologues suisses ont accru leurs créances sur ces cinq économies en augmentant leur exposition envers le secteur public (\$3,7 milliards, 73 %) ; ce sont

⁵ L'analyse de la présente section s'appuie sur les statistiques bancaires internationales consolidées BRI sur la base du risque ultime, dans lesquelles les expositions sont ventilées en fonction du pays du siège du débiteur ultime. Ces expositions sont classées en fonction du pays d'origine (du siège de la banque mère), non en fonction de la résidence (lieu d'implantation) de l'établissement où elles sont comptabilisées. En outre, la classification des contreparties tient compte des transferts de risque entre pays et secteurs (pour de plus amples précisions, lire l'encadré « [Statistiques bancaires BRI : leur éclairage \(et ses limites\) sur l'exposition des banques envers les divers pays et secteurs](#) » dans le *Rapport trimestriel BRI* de mars 2011).

⁶ Pour tenir compte des fluctuations de change durant la période, nous supposons que toutes les créances étrangères sur les résidents de la zone euro sont libellées en euros.

essentiellement l'Italie et, dans une moindre mesure, l'Espagne et le Portugal qui en ont bénéficié.



Hausse des créances transfrontières sur les économies émergentes⁷

Les créances transfrontières des banques déclarantes BRI sur les résidents des économies émergentes ont augmenté de \$86 milliards (2,8 %) au premier trimestre 2012, après avoir baissé de \$77 milliards (-2,4 %) au trimestre précédent. Il s'agissait de la première expansion de ces créances en trois trimestres, ce qui indique peut-être combien ces économies ont bénéficié de l'amélioration des conditions de marché au premier trimestre 2012. L'expansion a touché aussi bien le secteur bancaire (\$41 milliards, 2,5 %) que non bancaire (\$45 milliards, 3,1 %) et elle s'explique surtout par les établissements des places franches asiatiques et ceux du Royaume-Uni. Les banques de la zone euro ont maintenu leur activité de crédit transfrontière à un niveau à peu près constant, alors qu'elles l'avaient fortement réduite au trimestre précédent.

Les prêts transfrontières à l'Asie-Pacifique augmentent...

C'est l'Asie-Pacifique qui a enregistré la plus vive hausse (\$68 milliards, 5,4 %), avec 79 % de l'augmentation d'ensemble vis-à-vis des économies émergentes (graphique 3, cadre supérieur gauche). Cette dernière s'explique par une expansion de l'interbancaire (\$40 milliards, 4,9 %) et du secteur non bancaire (\$28 milliards, 6,1 %). L'augmentation des créances transfrontières sur l'Asie-Pacifique est attribuable, pour plus de moitié, aux banques des places franches asiatiques (comme Hong-Kong RAS et Singapour). Les créances transfrontières des établissements de la zone euro sur la région ont augmenté de \$10 milliards (6,8 %), après avoir reculé de \$18 milliards (-10 %) au trimestre précédent.

La hausse des créances transfrontières sur l'Asie-Pacifique s'explique principalement par une augmentation vis-à-vis de la Chine (\$54 milliards, 11 %), elle-même tirée par l'interbancaire (\$36 milliards, 14 %) ; les prêts au secteur non bancaire de ce pays se sont gonflés de \$15 milliards (11 %). La Thaïlande et la Corée ont également vu progresser considérablement les prêts transfrontières, essentiellement du fait de l'interbancaire, dans le premier cas, et du secteur non bancaire, dans le second.

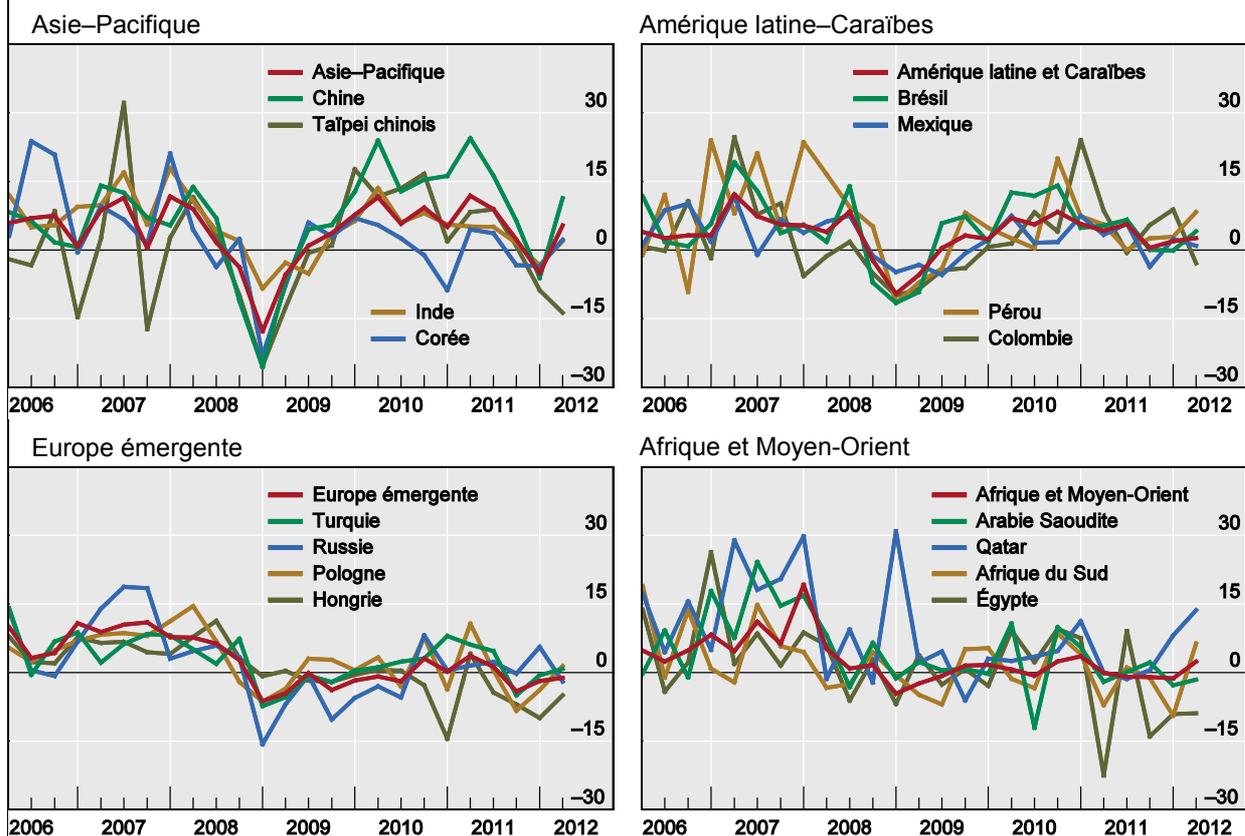
...de même que ceux à l'Amérique latine-Caraïbes et à l'Afrique-Moyen-Orient...

Les régions Amérique latine-Caraïbes et Afrique-Moyen-Orient ont également connu une augmentation des prêts transfrontières (graphique 3, cadres de droite). En Amérique latine (\$16 milliards, 2,6 %), elle s'explique par une hausse importante des concours aux agents non bancaires (\$19 milliards, 5,3 %, un record en termes absolus). Cette dernière a été tirée par une forte expansion des crédits au secteur non bancaire du Brésil et du Mexique, surtout celles des établissements au Royaume-Uni. La progression enregistrée en Afrique-Moyen-Orient (\$11 milliards, 2,4 %) était due principalement à un gonflement des prêts au secteur bancaire du Qatar (\$9,2 milliards, 36 %).

⁷ L'analyse exposée dans la présente section s'appuie sur les statistiques bancaires territoriales de la BRI par pays de résidence. Voir la note 2 de bas de page for pour une description de ces données.

Croissance des créances transfrontières¹ sur les résidents des économies émergentes

Par résidence de la contrepartie, en %



¹ Évolution trimestrielle des créances transfrontières des banques déclarantes BRI (y compris créances intragroupes) en toutes monnaies.

Source : BRI, statistiques bancaires territoriales (par pays de résidence).

Graphique 3

Les créances transfrontières sur l'Europe émergente ont diminué de \$8,7 milliards (-1,2 % ; graphique 3, cadre inférieur gauche). Ce sont les résidents de Russie et de Hongrie qui ont subi les plus fortes baisses (-\$3,1 milliards, -2,0 %, et -\$3,0 milliards, -5,0 %, respectivement). S'agissant de la Russie, l'important recul des prêts transfrontières au secteur non bancaire a été partiellement compensé par une hausse de l'interbancaire. Le mouvement de baisse est parti, pour l'essentiel, de banques en France et aux Pays-Bas pour ce qui est de la Russie, et d'établissements au Royaume-Uni, en Allemagne et en Belgique dans le cas de la Hongrie.

...tandis que ceux à l'Europe émergente ont diminué.

Émission de titres de dette internationaux au deuxième trimestre 2012

Les émissions de titres de dette internationaux ont baissé au deuxième trimestre 2012, essentiellement en raison d'une chute de l'activité des établissements financiers, et surtout de ceux dont le siège est dans la zone euro. De fait, ces derniers pourraient avoir profité de l'amélioration des conditions de financement induite au premier trimestre par les opérations de LTRO à trois ans de la BCE pour regrouper leurs emprunts. En outre, les conditions sur les marchés mondiaux de la dette se sont détériorées sous l'effet d'une recrudescence des tensions de marché dans la zone euro, de la publication d'indicateurs économiques décevants aux États-Unis et d'inquiétudes quant aux perspectives de croissance des économies émergentes, de la Chine surtout. Dans le même temps, les investisseurs, en quête de rendement dans un environnement de taux d'intérêt généralement bas, ont soutenu l'activité de quelques catégories d'émetteurs, plus particulièrement les entreprises américaines et, dans une moindre mesure, les signatures des économies émergentes.

À \$1 828 milliards, les émissions brutes mondiales ont reculé de 30 % par rapport au trimestre précédent (graphique A, cadre de gauche). Les remboursements n'ayant diminué que de 6 % (à \$1 765 milliards), les émissions nettes ont chuté de 92 % d'un trimestre sur l'autre pour s'inscrire à \$63 milliards, leur niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 1995.

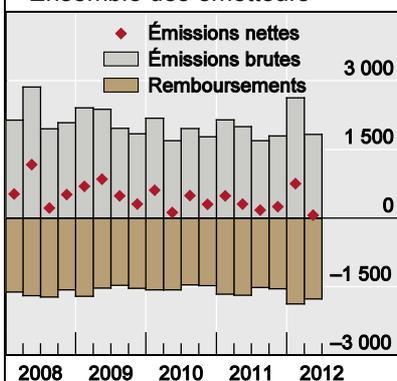
Les émissions nettes ont diminué à travers le monde, les signatures dont le siège est en Europe ayant remboursé un montant net de \$92 milliards durant la période. Les émetteurs ressortissant des États-Unis ont réduit les leurs de moitié (à \$50 milliards), et les signatures des économies émergentes, de 40 % (à \$75 milliards). Les établissements internationaux (des banques multilatérales de développement surtout) ont levé \$28 milliards en termes nets.

Les établissements financiers du monde entier ont réduit leur dette sur le marché international, à hauteur de \$137 milliards (graphique A, cadre du milieu), les remboursements nets atteignant \$110 milliards dans la zone euro. À \$38 milliards, les remboursements nets des établissements ayant leur siège aux États-Unis étaient relativement modestes.

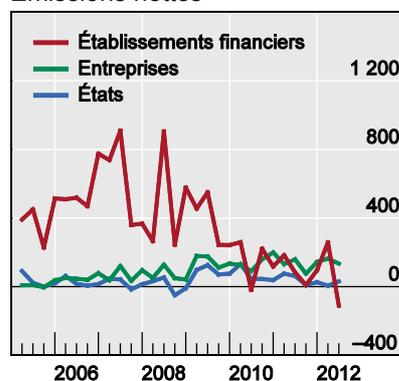
Les entreprises ont, quant à elles, réduit leurs émissions nettes de 10 % d'un trimestre sur l'autre (à \$144 milliards), mais on a observé un contraste entre les entités ayant leur siège aux États-Unis et les autres. Tirant parti du goût des investisseurs pour les obligations de catégorie Investissement et du bas niveau des taux d'intérêt, les entreprises américaines ont accru leurs emprunts de 17 % (à \$88 milliards), tandis que les entreprises européennes les ont ralentis de 35 % (à \$37 milliards).

Émission de titres de dette internationaux

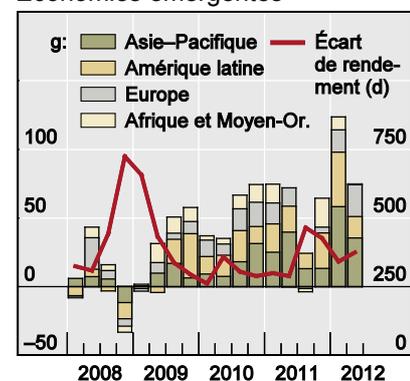
Ensemble des émetteurs¹



Émissions nettes¹



Économies émergentes²



¹ En milliards de dollars. ² Émissions nettes, en milliards de dollars. Écart de rendement sur la base de l'indice trimestriel JPMorgan EMBI Global Composite, en pb.

Sources : Dealogic ; Euroclear ; Thomson Reuters ; Xtrakter Ltd ; BRI.

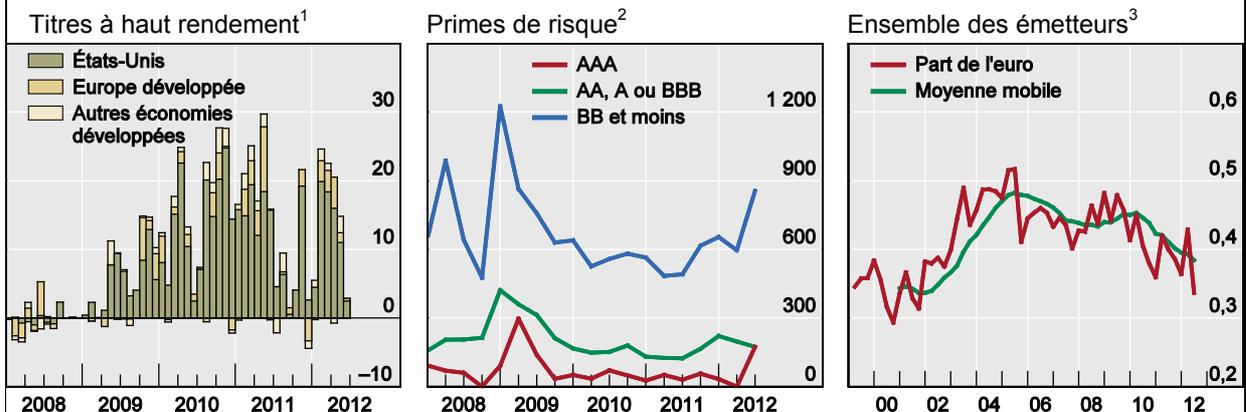
Graphique A

Dans les économies émergentes, les émissions nettes ont sensiblement diminué par rapport au niveau record du trimestre précédent (graphique A, cadre de droite), mais elles sont restées supérieures aux montants collectés au 2^e trimestre 2011, malgré un certain élargissement des primes de risque. Les signatures d'Asie-Pacifique ont levé \$35 milliards et celles d'Europe émergente ont intensifié leurs emprunts (à 23 milliards). Les émetteurs ayant leur siège en Amérique latine ont collecté \$16 milliards et ceux sis en Chine, en Russie et au Brésil ont assuré 66 % des émissions nettes et 53 % des émissions effectives du monde émergent.

Le segment des obligations à haut rendement a, en partie, perdu sa dynamique du premier trimestre ; le goût des investisseurs pour le risque sur les marchés mondiaux de la dette s'était alors accru après la première opération LTRO à trois ans de la BCE (graphique B, cadre de gauche). Les conditions de financement sont ensuite devenues défavorables pour les émetteurs d'obligations à haut rendement, et les primes se sont élargies à mesure que l'optimisme s'évanouissait et que les ETF à haut rendement aux États-Unis faisaient face à d'importantes sorties (graphique B, cadre du milieu).

L'euro a cédé du terrain en tant que monnaie de financement sur les marchés internationaux de la dette (graphique B, cadre de droite), ne représentant que 34 % du total des émissions effectives, son plus bas niveau depuis le troisième trimestre 2001. En outre, les émissions nettes de titres libellés en dollars se sont chiffrées à \$181 milliards alors que les remboursements nets totalisaient \$111 milliards dans le segment de l'euro. La part de l'encours des titres en euros est donc tombée à 41 %, alors qu'elle était de près de 50 % en 2008.

Titres de dette internationaux



¹ Émissions nettes des entreprises non financières dont le siège se situe dans des économies développées, en milliards de dollars.

² Moyenne pondérée ; note à l'émission, en pb. ³ Part des titres libellés en euro dans les nouvelles émissions de titres internationaux (valeurs trimestrielles et moyenne mobile sur huit trimestres).

Sources : Dealogic ; Euroclear ; Thomson Reuters ; Xtrakter Ltd ; BRI.

Graphique B